

**ARRETE  
PORTANT INTERDICTION  
DE STATIONNEMENT  
RUE DES AULNES  
PARKING N° 4  
N°ARPM-103/2016 P**

LA RAVOIRE, le 12 août 2016

**Le Maire de la commune de LA RAVOIRE,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

**VU** l'article R.610-5 du code pénal,

**VU** le Code de la route et notamment les articles R.411-25 et R.411-8,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, quatrième partie, signalisation de prescription,

**VU** l'arrêté municipal du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Joséphine KUDIN,

**VU** l'avis du Chef de service de Police Municipale,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes les mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage sur les voies publiques,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** L'arrêt ou le stationnement de tous véhicules est interdit au niveau du passage réservé pour les piétons, entre les deux places GIC/GIG.

**Article 2 :** Tout arrêt ou stationnement sur ce passage sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au Chef de Service de Police Municipale.

Le Maire,  
Pour le Maire et par délégation,

A red circular stamp from the Municipality of Challes-les-Eaux, Savoie. The stamp features a central emblem with a crown and a shield, surrounded by the text "MAIRIE de la RAV" at the top and "Savoie" at the bottom. A black ink signature is written across the stamp.

Joséphine KUDIN  
Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité, la  
Prévention, la Police Municipale et la  
Politique de la Ville

**Destinataires :**

- Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de CHALLES LES EAUX,
- Le Responsable du Service Technique.

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite du rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.